

Allocations familiales—Loi de 1973

Je voudrais vous citer quelques résultats d'un sondage effectué par la National Citizens' Coalition en 1976, parce que j'ai écouté les discours de l'opposition officielle, le député de Kingston et les Îles (M^{lre} MacDonald) ayant ouvert le feu. Tous ces candidats à la direction du parti conservateur ont fait l'objet d'un sondage en 1976 par la National Citizens' Coalition. Le sondage se lit comme suit: «Question: En matière d'assistance sociale universelle, lequel des régimes suivants faudrait-il modifier pour aider les nécessiteux uniquement: assurance-chômage, assurance-maladie, Régime de pensions du Canada et allocations familiales?» Pour le député de Yellowhead (M. Clark), chef de l'opposition, l'assurance-chômage ainsi que—incroyable mais vrai—les allocations familiales, devraient être réservés aux personnes dans le besoin. Le député de Vancouver-Sud (M. Fraser) a répondu la même chose.

Un ancien député, un certain James Gillies également.

Pour l'ex-député libéral passé aux conservateurs puis redevenu libéral, un dénommé Paul Hellyer, le Régime de pensions du Canada devait être modifié. C'était un conservateur extrémiste. Les trois premiers étaient censés être des conservateurs modérés. Malgré ses opinions politiques, il a déclaré qu'il serait plus simple d'imposer le supplément de revenu que représentent les allocations familiales au lieu d'adopter un autre système d'évaluation des ressources.

Puis nous en arrivons au député de Kingston et les Îles. Selon elle, un seul programme devrait être réservé aux indigents, et j'ai écouté attentivement son discours au sujet du caractère universel des programmes sociaux. Croyez-le ou non, monsieur le Président, elle a répondu: les allocations familiales.

Et puis il y a le conservateur devenu libéral, puis président du CN, Jack Horner. Il a mentionné l'assurance-chômage et les allocations pour bébés.

Il y a eu ensuite un homme venu d'on ne sait où et qui s'appelait R. C. Quittenton. Il a dit que les quatre programmes devraient être strictement réservés aux nécessiteux.

Un autre conservateur bon teint, le député de York-Peel, dont certains ont dit qu'à côté de lui, Genghis Khan avait l'air d'un gauchiste à tous crins, est celui qui a vraiment présenté la proposition radicale de centre-gauche. Il a dit: «L'universalité est préférable à une vérification des moyens financiers, qui est humiliante». C'est ce qu'a dit le député de York-Peel; l'auriez-vous crû? Il a ajouté: «L'impôt sur le revenu finit par équilibrer tous les programmes».

De ces huit candidats au leadership du parti conservateur, le député de York-Peel (M. Stevens) était le plus progressiste, et il peut à juste titre se prononcer contre ce projet de loi. Et si M. Hellyer était ici, il pourrait aussi fort bien voter contre. Mais si les députés de Yellowhead, de Vancouver-Sud et de Kingston et les Îles ont changé leur fusil d'épaule, s'ils ont changé d'avis, je voudrais bien qu'ils se lèvent et le disent. Tout le monde a le droit de changer d'idée, mais comme l'a dit mon collègue tout à l'heure, cette façon d'essayer sans cesse de ménager la chèvre et le chou finit par avoir l'air de ce que c'est en réalité, la pire forme d'hypocrisie.

Certains libéraux applaudissent. Ce sont ceux qui aiment à se vanter d'avoir instauré ces programmes universels. Ils étaient plusieurs. Ils ont dû subir le chantage politique de la

CCF, du NPD et de J. S. Woodsworth. En fait, au cours des fameuses campagnes électorales de 1945 et de 1949, nous avons été très contrariés de voir Mackenzie King et le parti libéral adopter le programme de la CCF, mais nous nous en félicitons maintenant. Seulement, pour remonter dans l'estime des électeurs, monsieur le Président, ces soi-disant libéraux, ces centristes, ces progressistes qui revendiquent la paternité des programmes sociaux universels ne font que mettre en œuvre des programmes conservateurs. Qui pensez-vous est d'accord avec les députés de Kingston et les Îles, de Yellowhead et de Vancouver-Sud. C'est, monsieur le Président, la majorité et le gouvernement libéral. Notre parti a toujours défendu le principe de l'universalité des programmes de bien-être social. Tous les gouvernements, quelle que soit leur étiquette politique, devraient se fixer comme objectif d'améliorer ces programmes.

● (1510)

Je crois que tous les partis politiques sont d'accord pour reconnaître que nous avons encore beaucoup à faire pour mettre en place un régime fiscal juste qui permettrait de contrebalancer les coûts et avantages des programmes sociaux. Je ne répéterai pas ce que mon collègue de Kamloops-Shuswap a dit. Il n'en reste pas moins, comme il l'a dit, que ce n'est pas juste que le régime fiscal permette à des dizaines de milliers de Canadiens de ne pas payer leur quote-part de l'administration du pays et du financement des programmes sociaux dont ils bénéficient eux aussi. Et pourtant, ces gouvernements qui sont censés défendre la libre entreprise veulent diminuer les dépenses au détriment des personnes âgées et des retraités, y compris des fonctionnaires retraités.

Nous devons prochainement étudier un projet de loi au sujet des pensions des retraités de la fonction publique fédérale. J'ai été surpris d'entendre il y a une semaine environ les remarques des députés conservateurs et libéraux à ce sujet. Il est temps, monsieur le Président, que nous procédions à une réforme en profondeur de la loi de l'impôt sur le revenu. Il nous faut ressortir le rapport de la Commission royale Carter de 1966. M. Carter avait commencé à défendre son rapport, mais malheureusement, il est mort du cancer. Le rapport dont il est l'auteur représente la meilleure étude qui ait été réalisée à ce jour sur le régime fiscal. Le gouvernement prélève des impôts sur les revenus des particuliers, sans tenir compte de la façon dont ils gagnent ces revenus, pour financer les programmes sociaux universels qui permettent aux personnes âgées, aux malades ou aux personnes défavorisées et aux enfants d'avoir droit aux mêmes égards que les autres.

Il ne fait aucun doute, monsieur le Président, que les considérations humaines l'emportent sur les considérations financières. Il faut d'abord s'occuper des êtres humains avant les questions d'argent. Nous pouvons être fiers qu'un tel principe soit reconnu dans nos programmes sociaux et dans la législation financière. Nous pouvons montrer l'exemple au reste du monde. Il faut cesser d'utiliser les techniques mesquines et dépassées auxquelles ont recours les conservateurs et les libéraux depuis 45 ans. Ils n'ont rien tiré de l'histoire, et en fait ils ne font que la répéter.